



Humanitarian  
Leadership  
Academy

## Réponses des panélistes aux questions posées lors du webinaire

**Q 1 : La localisation pour SCI veut-elle dire uniquement ONG locale / nationale ? Pourquoi le choix de ne pas inclure les structures décentralisées des gouvernements ?**

**Réponse :**

**DRC/Biferd,**

Je pense que les acteurs locaux incluent aussi les structures de l'État.

IMOJA in Action/DRC,

La localisation pour Save the Children comprend tous les acteurs locaux et nationaux y compris les structures décentralisées des gouvernements. Les ONGs locales ou nationales travaillent toujours avec les structures décentralisées des gouvernements.

**Q 2 : Est-ce que les rapports des projets ont démontrés des liens étroits avec les structures décentralisées des gouvernements ?**

**Réponse :**

**UNIJED/ Burkina Faso,**

Les structures décentralisées du gouvernement au niveau terrain sont d'un apport inestimable pour la mise en œuvre efficace des projets.

Dans le cadre de notre projet, les directions provinciales de l'action humanitaire des trois provinces (SOUM, SENO et OUDALAN) de même que les médecins chefs des districts sanitaires ont été les portes d'entrée de nos interventions. Ces services ont été impliqués du début jusqu'à la fin du projet et les différents rapports leur sont adressés pour prendre en compte nos interventions dans le registre des acteurs humanitaires intervenants dans la région.

**GSAD / Mali,**

Les projets ont été mis en œuvre en partenariat avec les autorités décentralisées, notamment les mairies, les services techniques régionaux et les représentants de l'État, garantissant ainsi une intégration harmonieuse des actions humanitaires et de développement dans les plans locaux.

Les initiatives ont toujours impliqué la participation des autorités locales dans les mécanismes de coordination et de planification des interventions.

**Q 3 : Je n'ai pas bien compris l'allocation du budget (85% et 15%).**

**Réponse:**

L'allocation du budget (85% et 15%) veut tout simplement dire que 85% du budget de l'intervention était directement allouée aux partenaires pour réaliser les activités et les 15% était un fonds alloué au bureau pays SCI avec la finalité d'accompagner la réponse menée pour les partenaires locaux.

**Q 4 : Les budgets alloués ont été pour quelle durée ?**

**Réponse :**

Puisque le fond était flexible, la durée était liée aux besoins du contexte, néanmoins les fonds visaient des réponses humanitaires donc il était important de réaliser les activités assez rapidement et directement avec la population cible. La durée des interventions mises en place était de 6 mois à 12 mois.

**Q 5 : Quels ont été les valeurs ajoutées les plus concrètes et pertinentes du programme de localisation sur les communautés bénéficiaires, sur les ONG nationales bénéficiaires et sur SCI ?**

**Réponse :**

**Biferd / DRC,**

Pour Save the Children, ça montre son engagement au Grand Bargain sur la localisation. Les ONG nationales ont eu une visibilité, des procédures internes qui les aideront aussi à approcher d'autres donateurs. Un « changement de pouvoir » a été observé avec organisations qui ont été engagées dans les structures de coordination.

**GSAD/ Mali,**

Les valeurs ajoutées les plus concrètes et pertinentes du programme sur les communautés bénéficiaires et ONG nationales incluent :

- Renforcement de la résilience communautaire ;
- Amélioration de l'accès aux services essentiels ;
- Renforcement des capacités institutionnelles des ONG Nationales ;
- Accès à des mécanismes de coordination ;
- Renforcement de la gestion de projet par les ONG nationales.

**IMOJA in Action/ DRC,**

Nos organisations ont été capacités en termes logistique, administratif et programmatique. Un département de communication et plaidoyer a été mis en place et est opérationnel. Notre website est opérationnel.

**DIKO/ Niger,**

Pour les ONG, on note l'accès aux coûts indirect de gestion permettant de financer le développement institutionnel de nos organisations. Aussi, la disponibilité d'une plateforme digitale pour les ONG nationales permettant de faire leur autoévaluation et suivre un programme de renforcement de capacité.

**Q 6 : Pouvez-vous faire part des défis rencontrés en termes de gestion des ressources ?****Réponse:**

Les ressources n'étaient pas suffisantes pour le cas de BIFERD RDC qui a son tour a appuyé aussi 5 autres organisations locales.

**Q 7 : Partager quelques bonnes pratiques de coordination.****Réponse:**

Biferd/ DRC,

L'ONG UMOJA in Action en RD Congo est Co-lead du Cluster Éducation au Nord Kivu. Elle a une prise de décision et le leadership à travers la gestion des fonctions du cluster. Elle est la voix des ONG nationales dans ce secteur par rapport à la gestion de l'information, le plaidoyer et aussi la participation aux réunions du mécanisme de financement Poole Fund.

**GSAD/ Mali,**

Les bonnes pratiques de coordination sont décrites ci – après :

- Mise en place des mécanismes de communication fréquente et transparente entre les parties prenantes, y compris le partenaire technique et financier, les autorités et les bénéficiaires. Cela a permis de suivre les réalisations et de résoudre les problèmes rapidement.
- Utilisation de plateformes communes pour partager des données et des rapports, afin d'éviter les doublons et d'assurer une réponse cohérente et coordonnée entre les différents acteurs humanitaires.
- Mise en place des systèmes de feed-back avec les communautés bénéficiaires pour ajuster les interventions en fonction de leurs besoins réels et garantir que l'assistance est bien reçue et pertinente.
- Participation active aux réunions de clusters humanitaires pour s'assurer que les actions sont alignées sur les priorités nationales et régionales, et éviter le chevauchement des interventions entre les acteurs.

Travail en collaboration avec les autorités locales et les acteurs de la sécurité pour évaluer les risques sécuritaires et ajuster les interventions en conséquence, en assurant la sécurité des personnels et des bénéficiaires.

**Q 8 : Question pour Issoufou Soumana de l'ONG DIKO du Niger. Quel est le rôle de l'État du Niger dans ce processus d' enrôlement sur la base de données et renforcement de capacité des organisations nationales ?**

**Réponse:**

Il faut noter que l'enrôlement a été conduit via les Groupe de Travail protection de l'enfant et Groupe de Travail Éducation, dont les directions régionales des ministères technique ont la responsabilité de coordonner. Alors, la participation de l'État été faite au niveau décentralisé. Et aussi à travers un lien *Googleform* partagé dans le système de coordination humanitaire.

**Q 9 : Ma question s'adresse aux ONG bénéficiaires de la subvention. À quel degré vos réalisations sont inclusives des personnes handicapées ? Combien d'enfants, femmes, hommes handicapés ont été touchés par vos actions ? Combien d'organisations locales de et pour personnes handicapées ont bénéficié de renforcement de capacités ?**

**Réponse :**

GSAD/ Mali,

Nos interventions intègrent de manière proactive les personnes handicapées, avec une attention particulière portée à l'inclusion dans nos activités. En termes de chiffres, sur l'ensemble de nos bénéficiaires, un total de 57 personnes en situation de handicap ont été touchées par nos actions, réparties comme suit : 15 enfants, 25 femmes et 17 hommes. Nous avons adapté nos interventions, telles que les distributions et les sessions de sensibilisations, pour nous assurer que ces bénéficiaires puissent participer pleinement et bénéficier des services offerts.

**Q 10 : Est-ce que les transferts monétaires (transferts d'espèces ou utilisation des bon d'achats) ont été utilisé par certains acteurs qui ont reçu le financement ? Ou alors est-ce que du renforcement des capacités sur les transferts monétaires a été prévu ?**

**Réponse :**

IMOJA in Action/ DRC,

Le transfert monétaire n'était pas prévu dans ce projet mais plutôt la capacitation en terme logistique.

**Q 11 : Les défis de la collaboration financièrement entre SCI et ses partenaires ONG nationales (flux d'approvisionnement, taux de dépenses, audit financière) ?**

**Réponse :**

IMOJA in Action/ DRC,

Le plus grand défi surtout financier entre SCI et ses partenaires était le retard dans le transfert de fonds ou les décaissements.

**Q 12 : Intéressé à avoir le retour des partenaires sur comment ce fonds se différencie de leurs autres financements et ce qui caractérise la dimension " flexible " (au-delà des 10% d'ICR) ?**

**Réponse :**

**Biferd/ DRC,**

Par exemple, l'ONG BIFERD RD Congo a utilisé les fonds d'ICR pour construire un EAE qui encadre actuellement plus de 400 enfants dans un camp de déplacés autour de Goma. Ce projet a eu des externalités sur d'autres dimensions institutionnelles et opérationnelles des ONG bénéficiaires.

**UNIJD/ Burkina Faso,**

La différence réside à deux niveaux :

- La planification des activités par les organisations bénéficiaires contrairement aux autres fonds où les activités sont déjà définies par le bailleur ;
- La flexibilité du fonds permettant de revoir certaines activités en fonction de l'évolution du contexte sécuritaire dans la zone de mise en œuvre.

**IMOJA in Action/ DRC,**

La différence entre ce fonds flexible de localisation et nos autres financements résidait au niveau du caractère flexible du financement de localisation. C'est -à-dire toutes les lignes budgétaires étaient flexibles pour atteindre les résultats.

**Q 13 : Comment s'est fait l'implication et la participation des communautés en particulier les personnes déplacées interne dans le cadre de la mise en œuvre des projets ?**

**Réponse :**

**BIFERD/ DRC,**

Nous avons impliqué les déplacés dans l'identification des besoins, à l'élaboration des états des besoins ensemble et nous avons acheté des équipements issus de leur demande.

**UNIJD/ Burkina Faso,**

Le ciblage des bénéficiaires a été fait sur la base des listes détenues par les directions provinciales en charge de l'action humanitaire, des chefs d'établissements bénéficiaires.

Les orientations au niveau national donnent une proportion de 80% au profit des personnes déplacées et 20% pour les communautés hôtes.

**GSAD/ Mali,**

L'implication et la participation des communautés, en particulier les personnes déplacées internes (PDI), se font à travers plusieurs mécanismes dans le cadre de la mise en œuvre des projets. Tout d'abord, des comités locaux sont formés, incluant des représentants des PDI, afin de recueillir leurs avis et priorités. Ensuite, des séances de consultation communautaire et des groupes de discussion sont organisés pour impliquer les membres de la communauté dans la planification et la mise en œuvre des activités. Enfin, des mécanismes de feedback sont mis en

place, permettant aux PDI de partager leurs préoccupations et suggestions pendant et après la mise en œuvre des activités, garantissant ainsi que leurs besoins sont pris en compte de manière continue.

**Q 14 : Quels ont été les forces-faiblesses-opportunités-menaces pour les partenaires de mise en œuvre de la RDC, spécifiquement ceux ayant œuvrer dans la partie Est de la RDC ?**

**Réponse :**

Nos forces incluent le travail en synergies, l'adaptation au contexte, l'utilisation de nos staffs pour piloter le projet, la flexibilité dans la gestion de projet,

Les faiblesses : Le retard dans certains rapports.

Opportunité : La localisation en soit est une opportunité, les ONG qui ont des capacités jadis existantes sur lesquelles le projet s'est encré.

**IMOJA in Action/ DRC,**

La force de ce projet était son caractère de flexibilité de ses lignes budgétaires et qui était destiné à nous capaciter à tous les niveaux pour que nous puissions être compétitifs avec d'autres partenaires internationaux. La faiblesse résidait au niveau du budget qui couvrait moins d'OBC par rapport aux besoins existants ou au nombre d'OBC qui ont besoin d'appui. De notre côté il n'y avait pas de menace pour UiA surtout nous avons exécuté ce projet dans la ville de Goma qui est présentement calme pour les interventions humanitaires. Les opportunités sont nombreuses comme devenir le co-lead du cluster éducation du Nord Kivu, être directement en contact avec des grands bailleurs de fonds comme USAID, ECHO, le FH RDC.

**Q15 : Question pour ONGs Diko : Quelle est la plateforme que vous mis en place ? fonctionne-t-elle toujours ?**

**Réponse :**

La plateforme est actuellement en phase de réactualisation. Une cérémonie de lancement officiel est prévue pour permettre sa vulgarisation au niveau de l'ensemble de la communauté humanitaire du Niger.

**Q16 :**

**Quelle sont les perspectives pour cette belle initiative quand on sait que les besoins sont toujours énormes ?**

**Réponse :**

**UNIJED – Burkina Faso,**

Responsabilisation des communautés dans le renforcement de la protection communautaire à travers les cellules communautaires de protection ;

Poursuite des activités de sensibilisation par nos organisations qui sont proche des communautés.

**GSAD – Mali,**

Les perspectives pour cette initiative sont prometteuses, bien que les besoins restent immenses. L'une des principales orientations est d'élargir la couverture géographique du projet pour toucher davantage de personnes déplacées et de communautés vulnérables. En parallèle, il est essentiel de renforcer davantage les capacités locales pour une meilleure résilience face aux crises, en promouvant l'autonomisation des communautés. La diversification des partenariats, ainsi que l'accès à des financements durables sont également cruciaux pour répondre à l'ampleur des besoins de manière plus efficace et pérenne.

**IMOJA in Action – DRC,**

Par rapport aux perspectives, nous pensons que les fondations ont été faites, les organisations ont été capacitées et nous sommes prêtes à concourir avec d'autres partenaires locaux qu'internationaux différentes opportunités de financement.